



Numéro 32

10 mai 2024

Les campements étudiants

- **Résistance militante sur les campus universitaires américains**
Dénonçons le ciblage d'étudiants et d'établissements d'enseignement libéral sous prétexte d'antisémitisme
– *Kathleen Chandler* –

Solidarité avec la Palestine dans les universités canadiennes et québécoises

- **Lutte courageuse des étudiants pour maintenir le campement de McGill**
- **Déclaration d'organisations juives au campement étudiant à McGill**
– *Voix juives indépendantes des universités McGill et Concordia* –
- **Le campement de l'Université d'Ottawa pour la Palestine exige un désinvestissement des monopoles militaires**
- **Les étudiants de l'Université de Toronto dressent un campement en appui à la Palestine**
 - **Le campement de l'Université McMaster se joint à la défense de Gaza**
- **Des enseignants de l'Ontario s'opposent au projet de loi 166 qui cible le soutien à la Palestine**
- **Des enseignants de l'Ontario exigent que leur régime de retraite cesse de financer les crimes de guerre d'Israël**
 - **La campagne « Pas de profits de la mort de Palestiniens »**
- **Un campement d'étudiants exige que l'Université de Calgary se désinvestisse d'Israël**
 - **Déclaration de solidarité avec le campement pour Gaza de l'Université de la Colombie-Britannique**
– *Jewish Faculty Network, Université de la Colombie-Britannique* –
 - **Les syndicats des professeurs adoptent des motions de désinvestissement et de boycott**
- **Appel à l'action concernant la crise humanitaire en Palestine**
– *Lettre ouverte de médecins de la région de Waterloo et Wellington* –

Reportage photo – 25 avril au 9 mai

- **La jeunesse étudiante du Canada, des États-Unis et du monde entier multiplie les actions en soutien à Gaza**

Les campements étudiants

Résistance militante sur les campus universitaires américains



Rassemblement d'étudiants à l'Université d'État de San Diego, Californie, 7 mai 2024

Les campements des étudiants américains en appui à Gaza sont désormais plus d'une centaine et de nouveaux sont établis à tous les jours, notamment à l'Université DePaul de Chicago et à l'Université d'État de New York à New Paltz. De plus en plus d'étudiants, d'enseignants et de sympathisants se joignent quotidiennement aux campements pour s'opposer à la répression de l'État, aux attaques de la police et aux tentatives de criminaliser les étudiants qui expriment leurs opinions. Le militantisme et la détermination des étudiants sont applaudis de la Palestine au Yémen, à Tokyo et dans nombreuses villes du monde. Les étudiants, rejoints par le corps enseignant et le personnel des universités, défient les violentes interventions policières et parviennent à maintenir de nombreux campements et à en établir d'autres malgré l'arrestation de plus de 2 000 participants et sympathisants à travers le pays. Les étudiants affirment quotidiennement leur droit de s'exprimer et de s'organiser, soutenus par le corps enseignant et le personnel. Partout, les campements ont créé des lieux de rassemblement collectif pour discuter, apprendre, partager les expériences et les étudiants s'organisent, y compris pour l'alimentation et les services de santé, unissant tout le monde dans l'action, indépendamment de l'origine, de la religion ou des croyances.

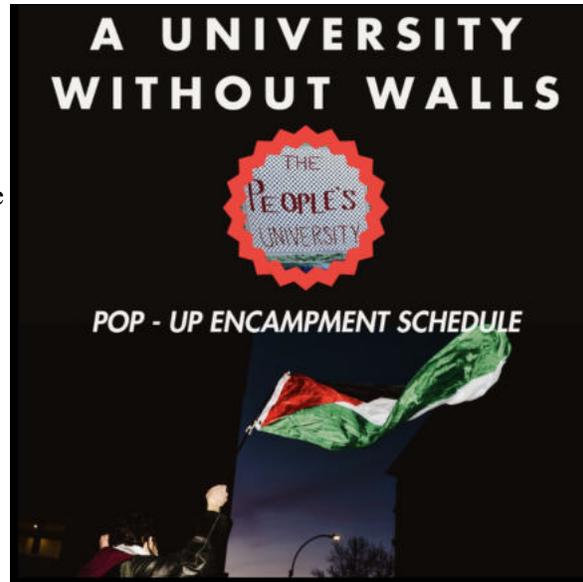
Au campement de Princeton, le 4 mai, un groupe d'étudiants a entamé une grève de la faim en soutien aux habitants de Gaza et pour dénoncer la famine imposée par les États-Unis et Israël. Ils exigent qu'on mette fin au génocide et à la complicité des universités.

La persévérance des étudiants est remarquable : les campements que les administrateurs universitaires et la police ont fait fermer sont presque immédiatement rétablis. C'est ce qu'on a vu

notamment à l'Université de l'Indiana à Bloomington, à Virginia Tech et à l'Université de Californie du Sud. À l'Université de l'Indiana, le campement a été fermé à deux reprises par le service de sécurité de l'université et la police d'État, puis rétabli à chaque fois malgré plus de 50 arrestations. En outre, plus de 500 membres du corps enseignant, étudiants diplômés et membres du personnel se sont rassemblés le 29 avril pour exiger la démission de la présidente Pamela Whitten et du doyen Rahul Shrivastav.

Les étudiants de l'Université de la ville de New York (CUNY), dans le campement de Harlem du collège de la ville de New York (CCNY), ont été violemment pris d'assaut par des centaines de policiers en tenue anti-émeute le 30 avril, et plus de 170 d'entre eux ont été arrêtés. Les étudiants de la CUNY continuent de s'organiser, de tenir des teach-ins et d'exiger l'abandon de toutes les accusations. Ils soutiennent que l'université agit de la sorte pour détruire le travail collectif, l'unité et les positions anticoloniales, antiracistes et anti-impérialistes communes qui unissent les participants. Il y avait sur le campement des assemblées populaires quotidiennes, des prestations musicales, des montages artistiques, des lectures de poèmes, des ateliers d'artisanat pour enfants et une éducation politique sur des

sujets allant de l'histoire des luttes de libération des Portoricains et des Noirs au mouvement de libération du peuple philippin, en passant par l'histoire du mouvement de libération palestinien, le COINTELPRO et bien d'autres matières. Un garde-manger ouvert à tous les membres de la communauté de Harlem, une tente médicale et une bibliothèque populaire portant le nom de Refaat Alareer, éminent professeur et écrivain palestinien martyrisé par les forces sionistes à Gaza en décembre dernier, comptent parmi les innovations sur le campus. Des petites entreprises locales contribuent aux efforts des étudiants en leur offrant des repas chauds plusieurs fois par jour.



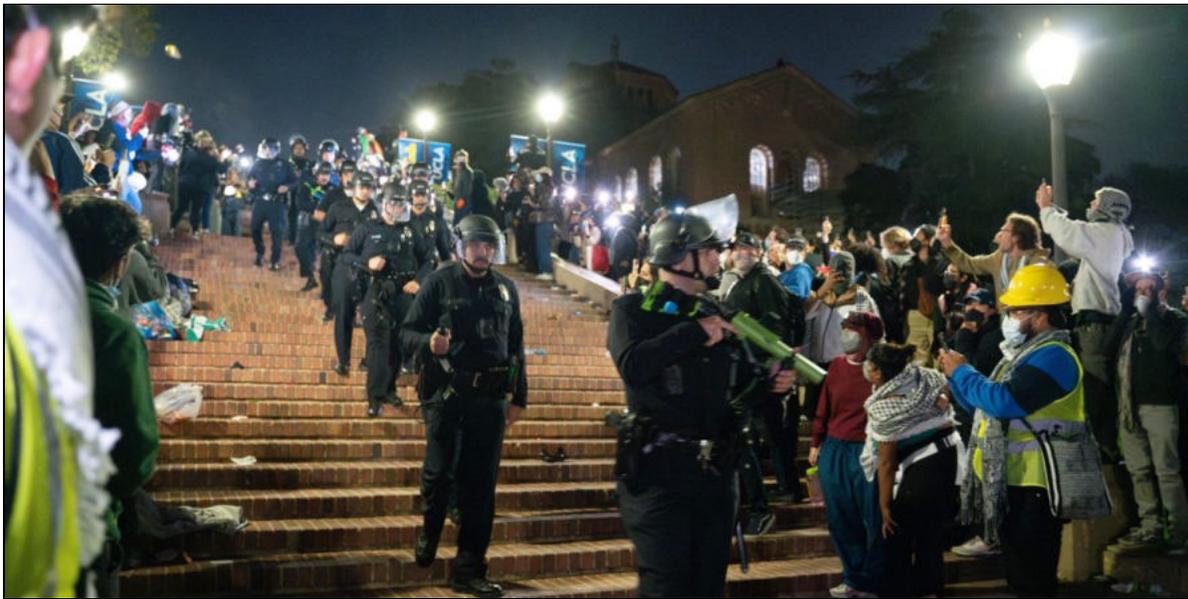
Le même type d'organisation a lieu dans de nombreux campements à travers le pays et les descentes policières visent entre autres à briser l'organisation des étudiants.

Les étudiants de l'Université Northwestern à Evanston, en banlieue de Chicago, atteignent également les objectifs qu'ils s'étaient fixés, à savoir parler en leur nom propre pour faire connaître leurs revendications. Dans une déclaration du 29 avril, ils ont réitéré leur appel à la libération de la Palestine et à la fin du génocide américano-israélien et du nettoyage ethnique à Gaza. Ils soulignent que leur principale réussite est l'expansion de leur campement et la création de l'« espace communautaire transformateur », où des personnes de toutes origines et de tous horizons viennent « partager des connaissances, célébrer la culture et se joindre aux services religieux des communautés juive, musulmane et chrétienne ». Les accords conclus avec l'université prévoient que Northwestern divulgue les investissements soutenant Israël et tous les fournisseurs présents sur le campus qui soutiennent l'armée israélienne et l'apartheid. L'université investira dans les communautés palestiniennes, arabes et musulmanes du campus et soutiendra les étudiants et les universitaires de Gaza. Les revendications obtenues jusqu'à présent représentent « le plancher des négociations, et non le plafond », ont déclaré les étudiants. Ils ont également pris l'initiative de déposer une demande au titre de la loi sur la liberté de l'information pour obtenir des informations complètes sur la complicité de l'université dans le génocide. Le campement continue mais sans les tentes. « Nos yeux sont rivés sur Gaza, déclarent-ils. Aux enfants qui verront de leur vivant une Palestine libre : nous ne cesserons pas de nous battre pour vous. »

Les étudiants de l'Evergreen College, dans l'État de Washington, ont conclu des ententes avec

l'administration pour obtenir le désinvestissement de l'université, le refus des subventions qui « facilitent les occupations illégales à l'étranger, limitent la liberté d'expression ou soutiennent l'oppression des minorités », ainsi qu'un « modèle alternatif de non-application de la loi pour une réponse à la crise 24 heures sur 24 ». Le protocole prévoit la mise en place de groupes de travail dirigés par des étudiants et des professeurs pour la mise en oeuvre de l'entente. Il exige du président qu'il fasse une déclaration publique défendant les droits et la liberté d'expression des étudiants, qu'il demande un cessez-le-feu et une aide humanitaire accrue pour Gaza, ainsi que la libération de tout prisonnier détenu sans procédure régulière, en référence aux milliers de personnes détenues par Israël sans aucune accusation. Les étudiants de l'Université Brown à Providence, Rhode Island, ont également obtenu des engagements de désinvestissement de l'université.

Interventions policières violentes et brutales



La police fait une descente dans un campement d'étudiants à l'Université de Californie à Los Angeles, 2 mai 2024.

Les interventions policières contre les étudiants sur des dizaines de campus ont été violentes et brutales. Elles l'ont été davantage depuis que le président Biden a déclaré que « l'ordre doit régner sur les campus » et que « l'état de droit » doit être respecté, lequel son administration s'affaire à détruire systématiquement.

Le 2 mai, la police a violemment attaqué le campement pacifique de l'Université de Californie à

Los Angeles (UCLA), lançant des gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc sur la foule. L'intervention policière succédait à une attaque violente de plusieurs heures menée par des sionistes contre le campement, pendant que la police et les responsables de l'université observaient. Les sionistes avaient tenté d'empêcher l'organisation de manifestations en faveur de la Palestine et d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Le journal étudiant de l'UCLA, le *Daily Bruin*, rapporte que le 30 avril « des feux d'artifice, des gaz lacrymogènes et des bagarres ont éclaté juste après 22 h 50 mardi soir et se sont poursuivis jusque dans la matinée de mercredi, alors qu'une centaine de contre-manifestants pro-israéliens tentaient de s'emparer de la barricade et de prendre d'assaut le campement de solidarité avec la Palestine sur la place Dickson ». La police a alors fait une descente dans le campement et arrêté plus de 200 personnes. Elle a utilisé des quantités massives de gaz lacrymogène et de grenades aveuglantes et assourdissantes conçues pour étourdir et désorienter les manifestants. Des bulldozers ont été amenés pour démanteler le campement. Les étudiants qui quittaient la prison n'étaient pas découragés pour autant. « Nous n'avons pas terminé », ont-ils déclaré. Les campements de l'Université de Californie à Irvine et à Riverside se poursuivent.

Le 6 mai, à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) de Cambridge, en banlieue de Boston, des manifestants propalestiniens que la police avait empêchés d'accéder au campement ont franchi les clôtures, se sont liés les bras et ont encerclé les tentes qui restaient sur place. Des étudiants de Boston ont débrayé pour aller rejoindre le campement des étudiants du MIT en réponse à la répression policière. Ils ont notamment participé à un sit-in avec les étudiants du MIT qui a temporairement bloqué Massachusetts Avenue, une artère principale, à l'heure de pointe, les manifestants scandant : « *Free Free Palestine* ».



Les étudiants de l'Institut de technologie du Massachusetts rétablissent le campement de Gaza précédemment démantelé par la police, 6 mai 2024

La police avait auparavant fait une descente dans les campements des universités Northeastern et Emerson, à Boston, arrêtant plus de 200 personnes. À Emerson, elle a eu recours à une nouvelle ordonnance municipale interdisant aux sans-abris d'installer des tentes. Les sans-abris et leurs défenseurs ont souvent rejoint les nombreux campements pour soutenir la Palestine et réclamer le droit au logement.

Le campement d'Emory à Atlanta, qui s'oppose également à la construction du gigantesque terrain d'entraînement de la police pour la guerre urbaine, Cop City, et aux liens de la police d'Atlanta avec l'armée israélienne, a également fait l'objet d'un raid policier. L'Université du Texas à Austin a été le théâtre de descentes policières et d'arrestations brutales, comme de nombreux autres campus américains.

Les campements d'étudiants et la résistance aux interventions policières bénéficient d'un large

soutien dans l'opinion publique. Lorsque le campement de l'Université de Columbia, à New York, a été violemment investi par des centaines de policiers en tenue anti-émeute le 30 avril, comme à la CUNY, des gens sont venus de toute la ville pour défendre les étudiants. Des centaines d'étudiants et de sympathisants ayant été arrêtés à Columbia, les manifestants sont allés manifester devant la prison en signe de solidarité. Columbia a annulé sa cérémonie de remise des diplômes, initialement prévue le 15 mai. L'université reste occupée par des centaines de policiers en tenue anti-émeute qui vont rester sur place jusqu'au 17 mai, après la remise des diplômes.



La police new-yorkaise en ordre de marche pour un raid sur CUNY, 30 avril 2024

À New York, le maire Eric Adams a justifié les violences policières et encouragé les liens entre le département de la police de New York (NYPD) et la police israélienne. « Nous ne nous laisserons pas intimider par ces tactiques brutales et lâches, ont souligné les étudiants du campement de solidarité avec Gaza à la CUNY. Nous nous inspirons de la résistance implacable du peuple palestinien. » Le campement de l'Université de New York tient toujours.

Les représentants du gouvernement et les médias tentent de faire croire que les campements sont le fait d'« agitateurs extérieurs », mais les étudiants répondent que c'est une tentative de détourner l'attention du succès de l'organisation des étudiants et du large soutien public qu'ils obtiennent, non seulement dans la ville de New York, mais dans bien d'autres villes du pays. Les gens se joignent aux activités et aux manifestations, apportent de la nourriture, des tentes, des couvertures, des livres, des fournitures médicales, écrivent des lettres condamnant les responsables de l'université et apportent mille et une autres contributions.

Partout, les étudiants, les enseignants, le personnel et les amis dans la communauté se montrent fermes dans leur demande que fin soit mise au génocide américano-israélien, que fin soit mise à la complicité des universités dans ce domaine et pour un cessez-le-feu immédiat ainsi que la liberté et l'autodétermination de la Palestine.



Université de Chicago, rassemblement d'étudiants suite à l'attaque de la police contre un campement, 7 mai 2024

Pour une carte interactive montrant les emplacements des campements d'étudiants, [cliquez ici](#).



Dénonçons le ciblage d'étudiants et d'établissements d'enseignement libéral sous prétexte d'antisémitisme

– Kathleen Chandler –



Campement pour Gaza des étudiants du Fashion Institute of Technology de New York, 7 mai 2024

Les étudiants, les professeurs, le personnel et les citoyens de tous les États-Unis rejettent les tentatives du gouvernement américain de criminaliser les plus de 100 campements étudiants pour la Palestine en les accusant d'antisémitisme et de violence. Les étudiants et les professeurs font valoir que s'opposer à un génocide, c'est défendre l'humanité et contribuer au bien-être de tous. Leurs campements s'inscrivent dans cet esprit et sont des centres d'accueil et d'organisation pour les droits de toutes et tous.

Le président Biden et plusieurs membres de la Chambre des représentants répètent constamment que la défense de la Palestine est de l'antisémitisme. La Chambre adopte des lois et interroge les présidents d'université, leur disent qu'ils doivent faire davantage pour « protéger les étudiants juifs » et taire le soutien à la résistance palestinienne, qui, selon les représentants, est un « appel au génocide ». Ils s'insurgent en particulier contre les slogans « Vive l'Intifada » et « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». Ces deux slogans sont bien connus et font clairement référence au droit à l'autodétermination de la Palestine, contre le génocide. Ces tentatives de détourner l'attention du génocide quotidien perpétré par les États-Unis et Israël mettent également les administrateurs d'université sur la défensive en les obligeant à « faire plus » sous peine d'être taxés d'antisémitisme. Les étudiants et les professeurs qui persistent dans leurs justes luttes en soutien à la Palestine rejettent l'accusation.

Le 1er mai, la Chambre des représentants a adopté à une large majorité (320 contre 91) un projet de loi « sur la sensibilisation à l'antisémitisme », qui doit maintenant être soumis au Sénat. Ce projet de loi s'inscrit dans la campagne que mène Joe Biden contre l'opposition large et croissante du public au génocide et au massacre de dizaines de milliers de Palestiniens, la plupart des femmes et des enfants, ainsi qu'à la destruction délibérée et sans précédent d'habitations et d'infrastructures civiles. Ce projet de loi vise à légaliser la violence des sionistes aux États-Unis et en Palestine et à

inscrire dans la loi que l'opposition au sionisme et à l'État sioniste d'Israël est antisémite. Cela va à l'encontre non seulement de la volonté des peuples du monde entier qui soutiennent la Palestine, mais aussi des résolutions et des prises de position de l'ONU qui ont établi il y a longtemps que le sionisme est une idéologie raciste. Le projet de loi renforce la mainmise des sionistes racistes et réactionnaires sur le pouvoir politique aux États-Unis, y compris Joe Biden qui a déclaré à plusieurs reprises qu'il était sioniste, et institue leur impunité.

Le 30 avril, le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a déclaré que l'enquête de la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre de la Chambre sur l'antisémitisme dans les campus des collèges et des universités deviendrait désormais une enquête de la Chambre comme telle. Entouré des responsables de plusieurs commissions importantes de la Chambre, Mike Johnson a promis de demander des comptes aux dirigeants des universités pour « leur incapacité à protéger les étudiants juifs ». Les administrateurs de Yale, de l'UCLA et de l'Université du Michigan seront contraints de témoigner lors d'une audience le 23 mai. Il s'agit de la même commission de type maccarthiste qui a interrogé les présidentes de Harvard et de l'Université de Pennsylvanie en décembre, qu'elle a accusées de « laxisme » en matière de lutte à l'antisémitisme. Toutes deux ont été contraintes de démissionner peu de temps après. La présidente de Columbia a été interrogée le 17 avril, jour où le campement de Columbia a été établi. Elle a demandé une première intervention policière sur le campus le lendemain et une autre encore plus brutale le 30 avril. La police occupe maintenant le campus.

Ces actions de la Chambre abondent dans le même sens que Joe Biden qui dit que les campements étudiants mettent en danger la sécurité des étudiants juifs. Dans sa dernière déclaration, le président américain affirme que les étudiants ont « le droit de traverser le campus en toute sécurité sans craindre d'être attaqués », alors que les seules attaques menées contre les étudiants jusqu'à présent ont été le fait de provocateurs sionistes et de la police. Partout, les campements sont devenus des lieux de rassemblement, de discussion et d'apprentissage collectifs pour les étudiants de toutes les religions et de toutes les origines. C'est cette unité et cette position ferme des étudiants et des professeurs contre le génocide et en faveur de la Palestine, ainsi que leur rejet du système électoral qui empêche la majorité d'avoir son mot à dire, que Joe Biden et le Congrès redoutent.

Malgré toutes les preuves du contraire, le président américain déclare : « Nous ne sommes pas une nation autoritaire où l'on fait taire les gens et où l'on écrase la dissidence. » Les faits révèlent une absence totale de sécurité pour ceux qui se trouvent dans les campements et qui sont soumis aux interventions policières lancées pour taire la dissidence. Avec le feu vert de Biden, la police, ville après ville, investit violemment les campements étudiants, terrorisent les jeunes avec des gaz lacrymogènes, des grenades aveuglantes, des balles en caoutchouc et des arrestations massives. Le président n'en continue pas moins de dire que le problème est la violence des étudiants, pas la police, pas le génocide américano-israélien et pas les massacres et les destructions à Gaza.

Les déclarations de Joe Biden et les agissements des membres du Congrès montrent clairement que la cible est à la fois ceux qui se lèvent pour soutenir la Palestine et s'opposer au génocide et à l'impunité américano-israéliens, et les institutions chargées de dispenser une éducation libérale conformément aux exigences d'une société civile censée servir le bien public.

Les États-Unis ont depuis longtemps cessé d'être une telle société. Néanmoins, nous assistons actuellement au désespoir des intérêts privés étroits qui se sont emparés du pouvoir de décision de l'État à tous les niveaux de gouvernement pour détruire toutes les institutions de la société civile, ses infrastructures et ses garanties légales et constitutionnelles. Que ce soit par le biais des méthodes insidieuses et criminelles dites basées sur les règles, utilisées par l'administration Biden et épousées par le Parti démocrate, ou par les méthodes de destruction de tout ce qui existe, utilisées par Trump et ses partisans, l'objectif est le même : faire sauter toutes les entraves qui se trouvent sur le chemin des intérêts privés étroits qui cherchent à tout contrôler à l'échelle mondiale.

Après avoir détruit le rôle des médias dans la transmission d'informations qui créent l'opinion publique, après avoir sapé le travail des écoles publiques dans la transmission de connaissances générales aux étudiants, qui retransmettent la vision mondiale commune des États-Unis et de ce qu'ils représentent – également une composante de la création de l'opinion publique – et après l'échec du corps législatif à débattre de politique d'une manière qui contribue à créer l'opinion publique, l'administration Biden est déterminée à saper les institutions d'enseignement supérieur. Celles-ci ont été créées pour dispenser une éducation libérale basée sur le maintien de la conception libérale des institutions démocratiques, de la société civile et du bien public. Il s'agit de la dernière tentative désespérée d'imposer une offensive néolibérale antisociale en appui à la quête d'hégémonie mondiale des États-Unis à une époque où les pays du monde ne peuvent plus accepter que les États-Unis soient la « nation indispensable » à laquelle ils doivent se soumettre sans poser de questions.

Ce n'est pas un hasard si le génocide américano-israélien a détruit les universités et les institutions culturelles de Gaza et tué des universitaires, des médecins, des écrivains, des poètes, des journalistes, des secouristes et des patriotes, ainsi que des civils sur une grande échelle. De même, ce n'est pas un hasard si l'État de droit international, la convention sur les réfugiés et le droit humanitaire sont attaqués à partir de positions de force et de pouvoir et de privilège, car tous ces éléments font partie intégrante de la garantie de sociétés civiles basées sur ce qu'on appelait la paix, l'ordre et le bon gouvernement. C'est ce qui ressort de la dernière annonce américano-israélienne selon laquelle, après avoir réduit en miettes l'actuel point de passage de Rafah avec l'Égypte dans le but d'éliminer le Hamas, une société privée composée d'anciens soldats mercenaires d'élite américains sera chargée de gérer ce point de passage[1].

La société civile est attaquée et la bataille pour la démocratie est à l'ordre du jour. Il s'agit de la bataille pour le maintien de toutes les normes et institutions démocratiques, comme le font les campements d'étudiants, les enseignants, le personnel et les sympathisants de la communauté. Elle ouvre également la voie à la bataille de la démocratie. C'est la bataille du renouveau démocratique, du remplacement par de nouvelles formes démocratiques de masse tous les arrangements qui bloquent la voie au progrès de la société, ce que les oligarques qui se sont emparés du pouvoir sont bien décidés à ne pas permettre. La résistance des étudiants sur tous les campus n'en est que plus significative et digne de soutien.

Les gouvernements des pouvoirs policiers tels que ceux qui ont pris le pouvoir aux États-Unis, en Israël, au Canada, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays exigent une impunité sans entrave. Cela les rend dangereux et rend la résistance nécessaire. Les crimes qu'ils commettent sonnent également leur glas, car la violence, l'impunité et la criminalité ouverte et flagrante sans précédent mettent en évidence la nécessité d'une bataille pour la démocratie et d'une bataille de la démocratie. Ces deux luttes représentent l'avancement de l'humanité vers la paix, la liberté et une démocratie qu'elle aura elle-même créée - et elles vaincrons.

La preuve en est la position militante adoptée par l'Association américaine des professeurs d'université qui disent que les attaques de l'État encouragées par l'administration Biden sont une « attaque politique destinée à démanteler l'enseignement supérieur au service de l'intérêt public, et à rendre nos institutions redevables uniquement envers des intérêts corporatifs, politiques et privés ».

L'éducation, comme les médias, joue un rôle dans la formation de l'opinion publique et les gouvernements des pouvoirs de police exigent que l'opinion publique destinée à maintenir l'ordre public et la société civile soit éliminée et que toute idée de gouvernement pour le bien public soit détruite. L'objectif de leur désinformation est de détruire la forme publique du corps politique afin que leur pouvoir ne puisse être contesté de quelque manière que ce soit. À cela s'opposent les campements étudiants de plus en plus nombreux et le soutien des professeurs et du personnel aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, en Australie et ailleurs. Le soutien résolu à la Palestine dans le monde entier ne peut pas être supprimé par la loi et nulle part les peuples n'acceptent la

criminalisation de ceux qui défendent la Palestine. Il s'agit d'une lutte historique qui mérite un soutien de tous les secteurs.

Note

1. Le *Times of Israel*, citant *Haaretz*, écrit le 7 mai que le plan « consiste à transférer le contrôle du point de passage clé (Rafah) à une société de sécurité privée américaine » après que l'armée israélienne ait « conclu l'offensive ». Le journal ajoute que « des négociations sont en cours avec la société anonyme, qui emploie d'anciens soldats d'élite américains et qui est experte dans la sécurisation de sites stratégiques en Afrique et au Moyen-Orient . Israël et les États-Unis aideront l'entreprise si nécessaire. »

Dans une déclaration publiée le lendemain, le Comité palestinien de suivi des forces nationales et islamiques a indiqué qu'il « n'acceptera d'aucune partie l'imposition d'une forme quelconque de tutelle sur le point de passage de Rafah ou d'autres, et considère cela comme une forme d'occupation ». Tout plan de ce type « sera traité comme nous traitons l'occupation », ajoute le communiqué. « Nous appelons la Ligue arabe et les pays islamiques, en particulier les frères de la République arabe d'Égypte, compte tenu de leur poids aux niveaux international et régional, à rejeter tous les plans et toutes les tentatives qui portent atteinte à la souveraineté palestinienne-égyptienne sur le point de passage de Rafah », a déclaré le Comité. « Nous exhortons toutes les parties à rejeter toute forme de coopération avec de tels plans, car la gestion des affaires intérieures est une question purement palestinienne qui fait l'objet d'un accord national par le biais des mécanismes convenus. »



Solidarité avec la Palestine dans les universités canadiennes et québécoises

Lutte courageuse des étudiants pour maintenir le campement de McGill



Des étudiants des universités McGill et Concordia, comme les étudiants aux États-Unis et ailleurs au Canada, ont établi un campement sur le campus de McGill le 27 avril. Depuis, des campements de soutien au peuple palestinien ont été établis à l'Université d'Ottawa, à l'Université technique de l'Ontario à Oshawa, à l'Université de Toronto, à l'Université McMaster à Hamilton, à l'Université de Windsor, à l'Université du Manitoba à Winnipeg, à l'Université de Calgary, au campus Point Grey de l'Université de Colombie-Britannique, à l'Université de Victoria et à l'Université de l'île de Vancouver à Nanaimo. Les étudiants de l'Université du Nouveau-Brunswick à Saint-Jean ont dressé un campement permanent pendant la journée et d'autres événements d'une journée ont eu lieu à l'Université métropolitaine de Toronto, à l'Université Western Ontario à London, à l'Université de l'Alberta à Edmonton et à l'Université de Sherbrooke au Québec. À l'Université de Toronto, dans la

soirée du 2 mai, des centaines de personnes sont venues appuyer le campement, se tenant prêtes à faire face à l'éventualité de provocations de la part d'une contre-manifestation sioniste.

À McGill, le 27 avril un porte-parole de l'Association de solidarité pour les droits humains des Palestiniennes et Palestiniens – McGill (SPHR McGill) s'est adressé à la marche hebdomadaire contre le génocide sioniste en Palestine, appelée par le Mouvement de la jeunesse palestinienne (PYM), alors qu'elle arrivait pour les soutenir. Il a expliqué qu'un référendum étudiant, avec une large participation, avait adopté à une écrasante majorité une résolution appelant McGill à désinvestir des entreprises qui profitent du génocide et à rompre les liens académiques avec les institutions universitaires israéliennes après la destruction totale des universités et des écoles par les sionistes à Gaza. L'université a réagi en tentant de décortiquer SPHR McGill.



Après des mois de refus de la part de l'administration de McGill de discuter de son rôle dans le soutien au génocide, les étudiants ont décidé qu'ils devaient intensifier la lutte pour leurs demandes. La décision a été prise d'établir le campement pour exprimer leur refus de voir leurs frais de scolarité utilisés pour le meurtre d'autrui. Les étudiants de toutes origines, juifs, palestiniens et beaucoup d'autres, y compris les professeurs et le personnel enseignant, sont déterminés à rester unis jusqu'à ce que leur demande de désinvestissement soit respectée. Leur unité et leur refus de succomber aux provocations font mentir les accusations scandaleuses et infondées d'antisémitisme, de menaces et d'intimidation de leurs pairs.

La violence et l'intimidation ne proviennent que de l'administration de McGill, des sionistes et du premier ministre Legault et son administration. Lundi, l'administration de l'université a demandé à la police de Montréal de démanteler le campement.

Le 30 avril, l'avocat Neil Gary Oberman, agissant au nom de deux étudiants pro-israéliens de McGill dont les noms n'ont pas été révélés, a demandé à la Cour supérieure du Québec d'accorder une injonction interdisant les manifestations propalestiniennes à moins de 100 mètres des propriétés de McGill. McGill affirme posséder quelque 150 bâtiments dans la ville, ce qui signifie que si une telle injonction était accordée, elle interdirait effectivement les manifestations dans le centre-ville de Montréal. Dans sa demande d'injonction, Neil Gary Oberman a fait valoir que le soutien à la Palestine créait une atmosphère « hostile, agressive et violente » par l'utilisation de slogans tels que « *Du fleuve à la mer* », « *La Palestine vivra pour toujours* ».

Le 1er mai, le tribunal a rejeté la demande d'injonction. Tout le monde a noté que Neil Gary Oberman est un actionnaire du groupe de contentieux civil et commercial du cabinet d'avocats Spiegel Sohmer. Le 8 octobre 2023, Spiegel Sohmer a publié sur son site web un avis indiquant que « Spiegel Sohmer soutient ses clients et collègues juifs et est solidaire du peuple juif et d'Israël... ».

Entre-temps, les affirmations de l'administration de McGill et de la CBC concernant l'existence de preuves de problèmes de « sécurité » sont restées sans fondement, tandis que le ministre de la Sécurité publique du Québec, François Bonnardel, n'a pu que faire référence à des « commentaires d'étudiants qui ne se sentent pas en sécurité », sans préciser à quels commentaires il se référait.

Le 2 mai, un groupe d'une centaine de sionistes s'est rassemblé sur le trottoir devant McGill, injuriant les manifestants propalestiniens, défendant le génocide commis par l'Israël sioniste et demandant à la police de démanteler le campement pacifique. Au même moment, sans aucun fondement juridique, le premier ministre du Québec déclarait que la manifestation de McGill était illégale et demandait à la police d'utiliser tous les moyens nécessaires pour y mettre fin. Ses remarques ont suivi celles de la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, Pascale Dery, qui a déclaré le 30 avril que l'administration de McGill avait « fait le bon choix » en demandant à la police de démanteler le campement.

Le 3 mai, la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) a publié une déclaration dans laquelle elle rejetait l'appel du premier ministre Legault à déployer la police contre les étudiants. « Dans une société libre et démocratique, il ne revient pas au pouvoir politique de donner des mots d'ordre à la police sur des questions opérationnelles », a dit la professeure Madeleine Pastinelli, présidente de la FQPPU. « Que le premier ministre s'attaque à la liberté d'expression des manifestant(e)s en appelant à une intervention des forces de l'ordre à leur rencontre constitue un précédent dangereux et inquiétant. » Elle a noté que la Cour supérieure a décidé de ne pas émettre d'injonction contre le campement : « Devant l'absence d'une preuve de menace quelconque pour la sécurité de quiconque, le tribunal a conclu que les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique des manifestant(e)s devaient l'emporter. » Elle a conclu en disant que « les campus universitaires sont, depuis toujours, des lieux où les idées se confrontent, parfois de façon vigoureuse ».

Ni le temps pluvieux, ni aucune de ces provocations et tentatives de les criminaliser et de violer leurs droits d'expression et de réunion n'ont atténué la détermination des étudiants à atteindre leurs objectifs. Jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise pour démanteler le campement. En fait, le campement est cinq fois plus grand et continue d'offrir une atmosphère accueillante et propice à l'apprentissage pour toutes et tous.

Les étudiants de Montréal ont exprimé leur profonde gratitude pour le large soutien public qu'ils reçoivent. Les gens passent à toute heure du jour et de la nuit pour apporter des vivres, de l'eau, des tentes et des sacs de couchage, pour encourager les étudiants et leur exprimer leur soutien moral. Dans la soirée du 1er mai, des sympathisants se sont rassemblés pour défendre le campement contre une éventuelle descente de police. Le lendemain matin, des centaines de sympathisants, parmi lesquels des étudiants, des personnes âgées, de jeunes familles juives et des Palestiniens, se sont rassemblés pour se tenir à nouveau aux côtés des manifestants. Un rassemblement de soutien d'urgence similaire a eu lieu le 3 mai.

Les étudiants bénéficient d'un large appui et réclament la fin du génocide américano-israélien à Gaza et la fin du soutien du Canada à ce génocide, ainsi que la fin de la complicité des administrations de Concordia et de McGill avec ce génocide, en se désinvestissant de toutes les entreprises qui profitent de ces crimes et en rompant les liens avec toutes les institutions académiques israéliennes.



Déclaration d'organisations juives au campement étudiant à McGill

– Voix juives indépendantes des universités McGill et Concordia –

Nous, Voix juives indépendantes (VJI) de l'Université McGill et VJI de l'Université Concordia, écrivons en tant que juifs de conscience qui condamnons dans les termes les plus forts possibles le dernier courriel du recteur et vice-chancelier de McGill, Deep Saini. Ce campement incarne les

valeurs que Saini prétend partager (mais qu'il rejette en réalité) : l'acceptation, la tolérance et le rejet sans ambiguïté de toute forme de discrimination et de haine.

Le campement témoigne du pouvoir de la communauté étudiante diversifiée de Montréal, car il est le fruit de la collaboration de membres de la communauté juive, palestinienne, arabe, musulmane, chrétienne, de toutes races, croyances, nationalités, religions, orientations sexuelles, qui se tiennent ensemble en solidarité et comprennent mutuellement que la liberté d'un peuple signifie la liberté de tous les peuples.

Les étudiants juifs font partie de ce campement depuis sa création. En tant que campeurs juifs, nous souhaitons réitérer que, bien que de fortes critiques du sionisme aient été formulées par ce campement, comme c'est notre droit légalement protégé de le faire, cela ne constitue pas de l'antisémitisme.

Les accusations d'antisémitisme ont été constamment utilisées par l'administration de McGill pour dénaturer les manifestations propalestiniennes depuis des années. Nous sommes la preuve vivante que leurs tentatives de nous diviser n'aboutiront pas.



L'affirmation de Deep Saini selon laquelle, en appelant la police contre ses étudiants, il « protège la santé et la sécurité de tous sur le site » est tout à fait hypocrite. Nous avons tous vu la violence physique avec laquelle la police aux États-Unis a utilisé le pouvoir de l'État pour faire taire les voix de nos camarades étudiants, de nos pairs, qui se battent pour ce qui est juste dans des campements similaires au cours de la semaine dernière, et Deep Saini le sait. Il menace de nous faire subir le même sort. Il menace d'utiliser la violence sanctionnée par l'État pour faire taire nos voix en tant que juifs.

La menace de Deep Saini d'appeler la police contre nous est intrinsèquement une menace de violence contre ses propres étudiants – l'exact opposé de la « protection de la santé et de la sécurité ». Le refus de Saini dans ce courriel de citer concrètement des preuves de ce qu'il appelle « l'antisémitisme évident » révèle qu'il sait qu'il a tort, que la réalité ne s'aligne pas sur son courriel. Ses affirmations d'antisémitisme ne signifient rien lorsqu'il ignore et supprime activement nos voix, les voix d'une grande partie de la communauté juive.

En ce moment, c'est la Pessa'h [la Pâque ou le passage, l'exode des juifs de l'Égypte pour échapper à l'esclavage]. En fait, au campement, nous avons organisé un seder magnifique et harmonieux lors de notre deuxième nuit du campement. Le campement a été pour nous un espace religieux communautaire accueillant – tout le contraire d'un espace antisémite. En célébrant la Pessa'h, nous célébrons, en tant que juifs, la résistance des Hébreux. En défendant la libération de la Palestine, nous mettons en oeuvre les valeurs du judaïsme. Deep Saini ne connaît rien de ces valeurs, et ses attaques incessantes contre nous, membres de la communauté juive, qui embrassons notre religion en nous dressant contre l'oppression et pour ce qui est juste, sont bien plus antisémites que tout ce qui s'est passé dans notre campement.

(30 avril)



Le campement de l'Université d'Ottawa pour la Palestine exige un désinvestissement des monopoles militaires



Les étudiantes et étudiants de l'Université d'Ottawa s'organisent pour appuyer la Palestine et veiller à ce que l'université désinvestisse des monopoles militaires au service du génocide à Gaza. Les étudiants expliquent que l'université facilite et finance activement le génocide en cours à Gaza et l'occupation continue de la Palestine par ses investissements dans diverses compagnies. Celles-ci comprennent Scotia Bank, le plus important actionnaire de Elbit Systems, la compagnie israélienne notoire qui fait la promotion de ses armes comme ayant été testées sur les Palestiniens à Gaza. La banque investit aussi dans Axon Enterprise, une compagnie impliquée dans la surveillance illégale des Palestiniens.

L'Université d'Ottawa a aussi des placements dans une compagnie qui a obtenu un contrat de 100 millions de dollars avec Elbit Systems, une compagnie fournissant des systèmes de formation pour le pilotage d'avions militaires aux Forces de l'air israéliennes. L'université a aussi des investissements dans Airbus, qui a des liens importants avec Israël et les industries aérospatiales israéliennes, notoires pour leurs campagnes de bombardement massif de la Palestine.

L'université a aussi des investissements dans diverses sociétés opérant dans les colonies de



peuplement illégales en Cisjordanie. Atlas Copco, Bookings Holdings, Solar Edge Technology, WP Global et Cisco Systems en sont quelques-unes.

Les étudiantes et étudiants condamnent l'assaut meurtrier contre la Palestine, le déplacement, les blessures et le meurtre de milliers de personnes, la destruction d'hôpitaux et le ciblage du personnel médical. Ils rejettent le silence de l'Université et du gouvernement canadien face à ces crimes.

Les étudiantes et étudiants continuent de défendre la Palestine et exigent que l'université divulgue pleinement ses investissements directs et indirects et désinvestisse de toute société impliquée dans le génocide et l'occupation illégale de terres palestiniennes.



Les étudiants de l'Université de Toronto dressent un campement en appui à la Palestine



À 4 heures le matin du 2 mai, plusieurs étudiants de l'Université de Toronto ont installé un campement à l'intérieur de l'enceinte clôturée de King's College Circle en appui à la Palestine et pour exiger que l'université divulgue ses investissements et désinvestisse de ces entreprises qui approvisionnent l'armée israélienne – des entreprises qui sont impliquées dans le génocide commis contre la population de Gaza et contre tous les Palestiniens. Ils rejoignent ainsi les étudiants partout au Canada, aux États-Unis et dans le monde.

Le soir du 2 mai, plus de 2 000 personnes, y compris des anciens étudiants et des membres du corps professoral de l'Université de Toronto ainsi que des membres de la communauté, ont participé à un rassemblement en appui à la juste position des étudiants. Des membres du syndicat du personnel enseignant de l'université, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), la section locale des Métallos de Toronto, le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, des activistes de Voix juives indépendantes et d'autres organisations ont participé au rassemblement. Depuis l'installation du campement, plusieurs membres de la communauté ont rendu visite aux étudiants, pour leur apporter de la nourriture et d'autres nécessités et pour exprimer leur appui.

Les étudiants maintiennent leur campement en dépit des menaces de l'administration de l'université qui prétend que le campement est illégal parce qu'il est sur une propriété privée. Les étudiants répondent que l'université est située sur des terres volées aux peuples autochtones. L'administration a adopté diverses mesures de harcèlement contre les étudiants protestataires, par exemple laisser les projecteurs ouverts toute la nuit au King's College Circle, refuser l'accès aux salles de bains dans les édifices et menacer de faire venir la police. Des douzaines de membres du personnel de l'université ont visité le campement tous les jours pour exprimer leur appui aux étudiants, qui s'opposent au génocide et défendent leur droit de s'organiser politiquement pour exprimer leur droit de conscience, d'assemblée et d'expression. Deb Cowen, un professeur du département de géographie et de planification et membre du Réseau du personnel enseignant juif, a dit que le personnel voulait « être présent et visible ». « Nous voulons indiquer clairement à la ville, à l'administration et au monde en général que le personnel enseignant appuie ses étudiants et le personnel enseignant appuie le droit fondamental des étudiants d'être ici et de faire ce qu'ils font. »

(Un correspondant du LML, The Varsity)



Le campement de l'Université McMaster se joint à la défense de Gaza



Les étudiants de l'Université McMaster ont organisé un campement pour la Palestine et demandé à l'université de se désengager des entreprises qui soutiennent le génocide israélo-américain. Plusieurs manifestations ont eu lieu sur le campus pour soutenir la résistance à Gaza, notamment

devant le bureau du président de l'université, David Farrar. Les étudiants soulignent que les camps qui se propagent au Canada et aux États-Unis vont persister et que les étudiants et les professeurs poursuivront leurs revendications de mettre fin à la complicité des institutions universitaires avec l'apartheid, l'occupation et le génocide.

Les étudiants dénoncent le silence de l'administration de l'Université McMaster et son incapacité à prendre position contre le scolasticide, en faveur des universitaires et des étudiants de Gaza, dont les universités ont été détruites. Dans sa déclaration, Solidarité pour les droits humains des Palestiniens de l'Université McMaster (MUSPHR) appelle l'administration à respecter son devoir de s'opposer à la destruction du système éducatif de Gaza. On peut y lire : « Alors que vous faites face à votre devoir moral et que vous vous efforcez de préserver le savoir, vous devez faire tout en votre pouvoir pour adopter une position de principe contre ce scolasticide délibéré. » Et d'ajouter : « Votre silence, à l'Université McMaster, a fait de vous un spectateur passif du génocide du peuple palestinien. En observant le scolasticide en cours de toute une génération d'étudiants, d'éducateurs et d'infrastructures universitaires sans condamnation, vous êtes devenu complice par votre inaction. »

La déclaration cite une lettre ouverte de l'Université de Birzeit en Palestine aux institutions universitaires internationales, datée du 15 octobre 2023 :

« L'Université de Birzeit appelle la communauté universitaire internationale, les syndicats et les organisations étudiantes à remplir leur devoir intellectuel et académique de rechercher la vérité... et à demander des comptes aux auteurs du génocide et à leurs complices. » La lettre condamne les universités israéliennes pour leur rôle dans la mise au point d'armes, de doctrines militaires et de justifications juridiques pour le massacre des Palestiniens. Elle conclut : « L'Université de Birzeit exhorte la communauté internationale à intervenir immédiatement pour mettre fin à cette agression barbare » et pour protéger « les Palestiniens de l'escalade dramatique des crimes de guerre israéliens, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique dans toute la Palestine. » Les étudiants, les professeurs et le personnel de l'Université McMaster, comme beaucoup d'autres, ont répondu à cet appel.

La déclaration souligne également que lorsque la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud faisait rage, l'Université McMaster n'a pas non plus pris position contre lui. La déclaration du MUSPHR conclut en demandant à l'Université McMaster de condamner le scolasticide israélien et la destruction complète de la société gazaouie et d'appeler à un cessez-le-feu immédiat. Elle exige également que l'Université McMaster mette fin à toutes les relations qui pourraient être liées à des « actes de génocide plausibles » au sens de la décision de la Cour internationale de Justice, notamment vos relations de recrutement et/ou financières avec les fabricants d'armes. »



Des enseignants de l'Ontario s'opposent au projet de loi 166 qui cible le soutien à la Palestine

De nombreuses personnes et organisations se sont élevées contre le projet de loi 166 du gouvernement de l'Ontario qui, au nom de la lutte contre le racisme et la « haine », vise les étudiants et les professeurs qui soutiennent la Palestine et qui dénoncent le génocide américano-israélien. La ministre des Collèges et Universités de l'Ontario, Jill Dunlop, a présenté le projet de loi 166, *Loi de 2024 pour renforcer la responsabilisation et les mesures de soutien aux étudiants*, à l'Assemblée législative le 26 février et il est actuellement en troisième lecture. Le projet de loi permet à la ministre de l'Éducation d'émettre des directives aux universités sur comment traiter des questions telles que le racisme, y compris la définition de l'antisémitisme. Il s'agit d'un moyen de

faire taire les étudiants et les professeurs qui s'expriment en leur nom propre pour défendre leurs droits, et en particulier ceux qui participent aux nombreuses actions actuelles de soutien à la résistance en Palestine.

L'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario (OCUFA), dans une déclaration du 15 avril, note que « sans protection du droit de parole, nous craignons que les directives politiques empiètent sur l'autonomie des universités, les empêchent de s'acquitter de leur mission et conduisent à un environnement plus polarisé et litigieux qui risque d'étouffer la parole. Ces questions sont d'autant plus importantes que le gouvernement a émis des directives visant à justifier l'ingérence dans la gouvernance et l'autonomie des universités de l'Ontario. Plus récemment, nous avons fait part à la ministre Dunlop, dans une lettre, de nos préoccupations concernant le fait qu'elle avait nommé dans l'assemblée législative de l'Ontario des professeurs et des étudiants qui avaient exprimé leurs opinions sur la guerre en Israël et à Gaza. Nous sommes fermement convaincus qu'il est inapproprié de nommer des professeurs ou des étudiants de cette manière au sein du corps législatif, car cela entrave à la fois la liberté académique et l'autonomie de l'université. »

La déclaration souligne que « les politiques introduites dans le cadre de ce projet de loi doivent soutenir les droits d'expression des étudiants, du personnel et du corps enseignant, sans menace de réduction de financement ou de refus de soutien financier, et sans mesures disciplinaires. La liberté académique, la recherche intellectuelle et la démocratie elle-même dépendent de la capacité à s'engager dans un débat respectueux sans risquer d'être sanctionné pour un enseignement ou une recherche qui ne s'aligne pas sur les priorités du gouvernement. »

Dans une lettre publique datée du 16 avril, le réseau des professeurs juifs Jewish Faculty Network affirme notamment : « Notre opposition à toutes les formes de racisme fait de l'article 20 du projet de loi 166 – relatif aux politiques et règles concernant le racisme et la haine – une source de préoccupation particulière. Le libellé de cet article indique que le ministre peut émettre des directives et des échéances concernant les sujets ou les éléments à inclure dans les politiques ou les règles d'un collège ou d'une université. Ces directives pourraient violer la liberté d'expression, par exemple en obligeant les universités à adopter la définition opérationnelles de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) et ses exemples illustratifs, une définition qui a été largement discréditée, y compris par son propre rédacteur. Le problème de la définition de l'IHRA est qu'elle a été utilisée par ses partisans pour porter de fausses accusations d'antisémitisme contre des critiques légitimes de l'État d'Israël. Dans une lettre signée par plus de 210 professeurs juifs d'universités et de collèges canadiens, nous avons résumé les critiques formulées à l'encontre de la définition de l'IHRA par de nombreux groupes d'experts, y compris des experts de l'histoire de l'Holocauste, d'Israël et de l'antisémitisme. »

Les enseignants juifs avertissent que « la suppression possible des protestations légitimes contre les actions d'Israël par le biais d'une directive ministérielle aurait un impact sur de nombreux étudiants qui subissent déjà beaucoup de racisme, y compris le racisme anti-palestinien, le racisme anti-autochtone, le racisme anti-noir, l'antisémitisme et l'islamophobie. Si la ministre devait utiliser une directive pour imposer la définition discréditée de l'IHRA à ces étudiants, cela ne ferait qu'exacerber leur anxiété et leur aliénation. Un tel climat conduira inévitablement à des conditions préjudiciables à la santé mentale des étudiants – une santé que le projet de loi 166 est censé protéger. »

Faculty4Palestine, un réseau de solidarité pancanadien composé d'universitaires engagés à faire progresser la lutte pour la libération, la justice et l'égalité des Palestiniens par le biais du secteur universitaire, a également publié une déclaration d'opposition au projet de loi 166. Ils déclarent notamment : « Il s'agit d'une attaque radicale contre la liberté académique. Et elle est menée dans une période où les étudiants et les professeurs qui s'expriment sur les droits des Palestiniens et qui s'opposent à la guerre génocidaire actuelle contre Gaza sont harcelés, sanctionnés et réduits au

silence. Étant donné que le gouvernement actuel a adopté la définition de l'antisémitisme de l'IHRA et que son ministre de la Formation, des Collèges et des Universités a récemment nommé des professeurs et des étudiants pro-palestiniens à l'Assemblée législative de l'Ontario – une démarche qui a donné lieu à la divulgation de données personnelles et au harcèlement – Faculty4Palestine considère que le projet de loi 166 n'est pas seulement un renversement du principe centenaire de l'autogestion des universités, c'est également une campagne pour réduire au silence qui se poursuit depuis des décennies et qui vise à étouffer les voix de la résistance et de la solidarité palestiniennes. » Ils appellent les universitaires à se joindre à la campagne d'envoi de lettres pour arrêter le projet de loi 166.

La Coalition contre l'ingérence politique dans la recherche et l'éducation publiques en Ontario a lancé une campagne sur Actionnetwork.org pour inviter les Ontariens à écrire à leurs députés provinciaux au sujet du projet de loi 166 qui, selon elle, « démontre l'incapacité persistante du gouvernement Ford à comprendre la santé mentale et la lutte contre le racisme, et son insistance à essayer de contrôler les institutions postsecondaires plutôt que de les financer ». Dans son appel à stopper le projet de loi 166, la coalition déclare que le projet de loi 166 « représente également un degré d'ingérence politique sans précédent dans les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario. La protection des universités contre l'ingérence politique est non seulement inscrite dans les lois sur les universités, elle est aussi reconnue internationalement comme une pierre angulaire de la démocratie. L'autonomie des universités protège la liberté académique et le développement d'une recherche et d'une éducation rigoureuses, critiques et innovantes que la liberté académique permet – y compris dans les domaines de la santé mentale et de la lutte contre le racisme. » Pour envoyer une lettre, rendez-vous sur [le site](#).



Des enseignants de l'Ontario exigent que leur régime de retraite cesse de financer les crimes de guerre d'Israël

Plusieurs enseignantes et enseignants actifs ou à la retraite de l'Ontario, de la maternelle à la 12^e année, ont participé à l'Assemblée générale annuelle du Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREO) le 18 avril. Ils voulaient savoir si l'argent de leur régime continue d'être investi dans des compagnies qui produisent des armes, des aéronefs ou des composantes pour l'armée israélienne.

Les enseignants ont fait valoir qu'après avoir découvert en décembre à même des dossiers publics que le REEO investit dans deux importants fabricants d'armes, soit Raytheon (devenu RTX) et Textron, qui fournissent des armes et des avions à l'armée israélienne et que celle-ci utilise pour attaquer les Palestiniens, ils ont écrit au régime de retraite pour s'enquérir et exiger de mettre fin à de tels investissements. Aucun des représentants du régime ne leur a répondu[1].

Les enseignants se sont ensuite organisés pour que l'assemblée générale du RREO exige des comptes du président et PDG Jo Taylor et des autres représentants du régime. Un des enseignants a demandé comment ils pouvaient justifier d'investir dans des armes qui ont été utilisées par l'armée israélienne « pour détruire ou endommager plus de 78 % des écoles de Gaza, blesser plus de 800 enseignants et tuer plus de 250 de nos collègues enseignants ». Il leur a demandé d'expliquer comment le fait d'investir dans des armes qui détruisent tout un système d'éducation est-il respectueux des engagements du REEO qui favorise « des impacts sociaux bénéfiques ».

D'autres ont demandé pourquoi il n'y avait pas de mécanisme de contrôle lorsqu'il s'agit de

compagnies d'armes et si le RREO avait une politique écrite garantissant le respect de la *Convention de Genève* et du droit international en matière de droits humains. Sans relâche, ils ont demandé au président de leur donner une réponse claire à savoir si, oui ou non, le RREO continue de faire affaire avec RTX et Textron comme l'indiquent les dossiers publics, une question à laquelle Jo Taylor a refusé de répondre. Ce qui a poussé un des enseignants à déclarer avec indignation que tout ce que les retraités pouvaient conclure est que les représentants du RREO appuient le financement d'un génocide.

Un autre s'est levé pour citer un chirurgien esthétique qui, après plus d'un mois de travail dans les hôpitaux de Gaza en octobre et novembre, a dénoncé ces compagnies qui conçoivent, fabriquent et vendent des armes qui sont ce qu'il a appelé « des instruments de brutalisme ». Dans un climat devenu quelque peu tapageur, plusieurs personnes se sont mises à scander « Honte ! ».

Note

1. D'après les enquêtes menées par American Friends Service Committee's Action Center for Corporate Accountability, cité dans la déclaration écrite des enseignants, RTX (anciennement Raytheon), une compagnie américaine, est l'un des plus importants fabricants d'armes au monde et approvisionne l'armée israélienne en missiles téléguidés air-surface pour ses avions de combats F-16, ainsi qu'en bombes à sous-munitions et en bombes à charge pénétrante, toutes des armes qui ont été systématiquement utilisées contre la population civile et l'infrastructure de Gaza. Textron est aussi un fabricant d'armes basé aux États-Unis. L'Escadron 100 de l'Armée de l'air israélienne, qui a appuyé les troupes terrestres israéliennes à Gaza, utilise de multiples aéronefs Textron, y compris le Beechcraft King Air, le RC12-D Guardrail et le Bonanza A-36.



La campagne « Pas de profits de la mort de Palestiniens »

Les enseignants actuels et retraités qui ont pris à partie la direction du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) lors de l'assemblée générale annuelle du 18 avril ont également lancé la campagne « Pas de profits de la mort de Palestiniens ». Ils indiquent dans une déclaration que l'investissement continu présumé du RREO dans des fabricants d'armes comme RTX et Textron constitue une violation directe de la politique expresse des affiliés du régime de retraite. Par exemple, la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) a une politique qui stipule explicitement : « Les régimes de retraite auxquels cotisent les membres d'OSSTF/ FEESO ne devraient pas investir dans des sociétés qui participent directement ou indirectement au meurtre, à la torture, à la privation de liberté ou à d'autres atteintes aux droits de la personne. »

Une politique de l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens stipule : « Dans la mesure du possible et dans la mesure du raisonnable, le régime ne [devrait] pas investir dans des sociétés ou leurs filiales, nationales ou étrangères, qui produisent des munitions, des armements ou des technologies de guerre, et [devrait] se dessaisir de toute participation actuelle dans lesdites sociétés. »

Tout cela, disent-ils, exige de tenir compte des déclarations de la Cour internationale de justice et des nombreux spécialistes du droit international des droits humains et du génocide à l'effet qu'Israël utilise très probablement des armes dans lesquelles ils croient que l'argent de leur fonds de pension sont investis pour commettre un génocide.

Les enseignants écrivent qu'en vertu des politiques d'« investissement responsable » du RREO,

celui-ci s'est engagé envers « un processus continu pour identifier et évaluer les entreprises associées à de graves controverses ». Quelle controverse pourrait être plus grave qu'une controverse liée au génocide, demandent-ils ?

Étant donné que leur régime de pension détient des avoirs dans deux grands fabricants d'armes qui sont « directement complices du meurtre de plus de 12 000 enfants à Gaza, laissant des milliers d'autres avec des blessures physiques et mentales qui ont changé leur vie », les enseignants soutiennent qu'ils ont le devoir, tout comme les dirigeants des quatre associations d'enseignants qui composent la Fédération des enseignants de l'Ontario (FTO), d'exiger que le RREO se dessaisisse immédiatement de ces entreprises.

Dans le cadre de leur campagne continue, les enseignants encouragent leurs collègues à écrire au RREO et à la FTO pour exiger que leur régime de retraite remplisse ses obligations en se départant immédiatement des investissements dans les entreprises d'armements qui contribuent directement au génocide israélo-américain contre les Palestiniens et en tirent profit. Un formulaire d'information et un modèle de lettre se trouvent sur le site Web de [World Beyond War Canada](#).



Un campement d'étudiants exige que l'Université de Calgary se désinvestisse d'Israël

Un campement étudiant a été établi à l'Université de Calgary par le Mouvement des étudiants de Calgary le matin du 9 mars pour protester contre les liens de l'université avec Israël. En solidarité avec le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) dirigé par les Palestiniens, le Mouvement des étudiants de Calgary exige un désinvestissement complet et permanent de toutes les entreprises impliquées directement ou indirectement dans la surveillance, l'occupation et le meurtre des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le campement, que les étudiants ont appelé la zone libérée de Mohkinstsis, restera en place jusqu'à ce que l'université réponde aux demandes du groupe.

Le groupe d'étudiants dit que son intention est d'attirer l'attention des dirigeants de l'université sur leurs revendications, après avoir envoyé une lettre au président de l'université, Edward McCauley, et à la vice-présidente par intérim et doyenne aux affaires académiques, Penny Werthner, à laquelle ils n'ont pas répondu.

Les revendications des étudiants sont les suivantes :

1. L'université doit divulguer tous ses investissements directs et indirects, ainsi que l'origine des dons qui lui sont faits.
2. Que l'université divulgue entièrement son processus de prise de décision pour le choix des investissements.
3. Le désinvestissement complet et continu des entreprises qui développent des technologies militaires afin de tirer profit des guerres dans le monde, de toutes les entreprises qui jouent un rôle dans la répression des peuples autochtones dans le monde, et de toutes les entreprises qui ont des liens avec des régimes faisant l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale.
4. Un boycott académique complet des institutions complices de l'occupation de la Palestine et de l'oppression des Palestiniens.
5. La fourniture d'un soutien académique et de santé mentale aux étudiants palestiniens.

6. Que l'université adopte une définition du racisme anti-palestinien sur le campus avec une politique de tolérance zéro.

7. La reconnaissance du génocide palestinien et une déclaration publique condamnant les atrocités commises par Israël.

« L'Université de Calgary devrait être un lieu d'apprentissage et de communauté et ne pas investir dans la violence génocidaire, dit Ryn LaRoux du Mouvement étudiant de Calgary. Il n'y a plus d'université fonctionnelle à Gaza et des étudiants comme nous sont tués tous les jours. Cela doit cesser. »

Des universités du monde entier, telles que le Trinity College de Dublin et l'université de Barcelone, ont accepté de se désinvestir d'Israël à la suite des protestations des étudiants, disent les étudiants, et le collège Evergreen aux États-Unis votera le désinvestissement en octobre.



Déclaration de solidarité avec le campement pour Gaza de l'Université de la Colombie-Britannique

– Jewish Faculty Network, Université de la Colombie-Britannique –

Nous écrivons en tant que section de l'UCB du Jewish Faculty Network pour soutenir fermement les droits des étudiants de l'UCB dans le campement de manifester pacifiquement en solidarité avec la Palestine. En tant que juifs, nous sommes consternés par la mort, la destruction et le déplacement de populations qu'Israël a infligés à la population de Gaza, notamment le massacre de plus de 30 000 personnes, dont près de la moitié sont des enfants, et la destruction du système de santé. En tant qu'universitaires, nous sommes choqués par la destruction complète de toutes les universités de Gaza.

Nous rejetons la notion trompeuse selon laquelle ces manifestations, ou d'autres manifestations contre Israël, sont par nature antisémites. Il en va de même pour les démonstrations d'identité culturelle et politique palestinienne, notamment les keffieh et les drapeaux palestiniens. L'amalgame entre antisionisme et antisémitisme est une tactique dangereuse et de mauvaise foi qui a été utilisée pour réprimer les critiques d'Israël, y compris de nombreuses personnes juives comme nous.



Plusieurs professeurs juifs (dont certains portaient des symboles évidents de la judéité) ont visité le campement de l'Université de la Colombie-Britannique et ont trouvé l'ambiance accueillante et amicale. De nombreux étudiants juifs et membres de la communauté sont activement impliqués. Le campement a clairement indiqué dans ses directives communautaires et ses communications externes que l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination sont strictement interdits.

Les appels au recours à la force policière contre les étudiants, afin de se protéger contre une menace non fondée contre les étudiants juifs, doivent être traités avec le plus grand scepticisme et la plus grande inquiétude. Ayant vu la réaction inutilement violente aux campements pacifiques en Amérique du Nord, nous sommes extrêmement préoccupés par la sécurité des étudiants de l'Université de la Colombie-Britannique.

Nous espérons que ceux qui se sentent mal à l'aise face aux manifestations actuelles envisageront d'en apprendre davantage sur les conditions dans lesquelles les étudiants manifestent, et sur les histoires plus larges de manifestations non-violentes, en Palestine et en Israël, ainsi que dans la diaspora palestinienne et juive. Nous encourageons tout particulièrement la lecture et la discussion ouverte de la littérature et du journalisme des écrivains palestiniens.

En tant que personnes qui ont consacré leur vie à soutenir les étudiants dans leur poursuite d'études supérieures et dans leur développement en tant qu'êtres humains, nos étudiants nous enseignent et nous mettent au défi constamment. Nous n'avons certainement pas à être d'accord avec tout ce que nos étudiants disent ou avec toutes leurs demandes. Cependant, il est de notre responsabilité en tant qu'éducateurs, et de la responsabilité des universités comme l'Université de la Colombie-Britannique, de veiller à ce que tous les apprenants puissent exercer leur droit à la liberté d'expression et prendre leurs propres décisions difficiles sur la manière de s'acquitter des responsabilités que nous avons tous envers les générations actuelles et futures, sans être menacés de violence, d'arrestation ou de suspension.

Nos étudiants héritent d'un monde en crise, mais ils nous rappellent chaque jour qu'un autre monde est possible. Nous sommes solidaires des étudiants de l'Université de la Colombie-Britannique qui tentent de faire naître ce monde de bien des façons, notamment par des manifestations. Nous implorons l'université de repenser son approche de la présence policière sur le campus et de s'engager à faire respecter les droits des étudiants.

(2 mai 2024)



Les syndicats des professeurs adoptent des motions de désinvestissement et de boycott

Depuis mars dernier, cinq syndicats représentant les professeurs et d'autres membres du personnel universitaire au Québec et au Canada ont adopté des motions conformément à la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), à la demande des syndicats palestiniens. Les gens s'organisent partout au pays pour adopter encore d'autres motions en appui à la résistance en Palestine.

Le 22 mars, le Syndicat général des professeures et professeurs de l'Université de Montréal a été le premier à adopter une motion appelant au boycott des universités israéliennes qui sont complices dans les crimes de guerre d'Israël jusqu'à ce qu'Israël respecte ses obligations en vertu du droit international.

Ensuite, le 12 avril, les membres de l'Association du personnel enseignant de l'Université de Windsor sont devenus le premier syndicat au Canada à adopter une motion demandant que leurs régimes de retraite désinvestissent des compagnies et des placements complices des crimes de guerre et des occupations illégales d'Israël. La motion appelle également l'Université de Windsor à complètement désinvestir des compagnies et des placements complices des crimes de guerre et des occupations illégales d'Israël, à mettre en oeuvre un boycott intégral des universités et institutions culturelles d'Israël (programmes d'échange, collaborations en recherche, partenariats, bourses et confréries), à demander un cessez-le-feu et à entretenir des liens académiques avec les universités et les intellectuels palestiniens.

Le 18 avril, les membres de l'Association du personnel de l'Université Wilfred-Laurier ont adopté une motion appelant l'université à boycotter et désinvestir de toutes institutions et sociétés qui sont

complices des crimes de guerre d'Israël, des violations du droit international et des droits humains, y compris du scolaricide (la destruction du système d'éducation) dans tous les territoires palestiniens occupés (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est). La motion appelle aussi à la consolidation des liens avec les universitaires palestiniens, sous l'égide du programme « universitaires à risque » de l'Université Wilfred-Laurier.

Le 24 avril, l'Association du personnel universitaire de Renison, représentant le personnel enseignant du collège de l'Université Renison, affilié à l'Université de Waterloo, a adopté une motion semblable, y compris un appel à l'Université de Waterloo à consolider les liens universitaires avec les enseignants et travailleurs éducatifs palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, ainsi qu'avec la diaspora, à appuyer la liberté académique de faire la recherche, d'écrire, de parler et d'enseigner sur l'histoire palestinienne, son peuple et ses expériences.

En avril également, l'association des professeurs de l'Emily Carr University of Art and Design de Vancouver a adopté une motion à l'effet de « soutenir la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), jusqu'à ce qu'Israël satisfasse à son obligation de reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et respecte pleinement les préceptes du droit international ».

Le 1er mai, lors de son assemblée générale annuelle, l'Association des professeurs de l'université de Saskatchewan a adopté trois motions. La première approuvait la définition de la liberté académique de l'ONU, qui souligne l'importance du droit international et des droits humains, et prenait position en faveur du « mouvement mondial pour une campagne institutionnelle de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'État d'Israël ». La deuxième condamne la violence d'Israël contre les universitaires, les étudiants et les établissements d'enseignement palestiniens. La troisième exprime un soutien aux universitaires et étudiants palestiniens touchés par les attaques d'Israël et demande instamment à l'Université de Saskatchewan de leur offrir des opportunités, des bourses et une aide financière.

Le 7 mai, l'Association des professeurs de l'Université métropolitaine de Toronto (TMU) a voté en faveur d'une enquête sur les intérêts académiques et financiers de l'université liés au génocide des Palestiniens. Les membres ont voté en faveur de la création d'un comité chargé « d'évaluer la complicité potentielle de l'UTM dans l'armement d'Israël par le biais d'institutions et d'entreprises complices », d'envisager le désinvestissement des entreprises complices et d'examiner (et de mettre fin) à la coopération avec les institutions universitaires et culturelles israéliennes. La résolution appelle également à l'établissement de partenariats académiques avec des universités et des universitaires palestiniens.

(Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient)



Appel à l'action concernant la crise humanitaire en Palestine

- Lettre ouverte de médecins de la région de Waterloo et Wellington -

La lettre suivante a été publiée le 28 avril et est adressée aux députés provinciaux, aux députés fédéraux, aux sénateurs et aux directeurs généraux des hôpitaux de la région de Waterloo et de Wellington. Elle a été signée par plus de 100 médecins. Pour obtenir la liste complète des destinataires et des signataires, [cliquez ici](#).

Nous sommes un groupe de médecins des régions de Wellington et de Waterloo qui sont très préoccupés par la crise humanitaire catastrophique qui continue de prendre de l'ampleur à Gaza, en Palestine. Nous ressentons une immense détresse morale face à la violence et au manque d'aide humanitaire qui ont entraîné la mort de plus de 30 000 personnes, une insécurité alimentaire qui approche la famine et une inévitable propagation de maladies pouvant être prévenues. La situation à Gaza s'est transformée en une grave crise humanitaire[1] et nous nous unissons, en tant que médecins de divers horizons, pour exiger que le Canada ne tourne pas le dos à la souffrance des Palestiniens.

Ventes d'armes

Le Canada a la responsabilité morale de respecter la Quatrième Convention de Genève (articles 18 et 20), ratifiée par Israël et le Canada, qui stipule que les hôpitaux civils et leur personnel doivent être protégés en période de conflit armé international[2]. La Cour pénale internationale, en vertu du Statut de Rome, considère que l'attaque délibérée « des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés » dans les conflits armés internationaux est un crime de guerre[3]. En tant que médecins, nous nous opposons à cette violation du droit international par Israël.

Le Canada est devenu signataire du *Traité sur le commerce des armes* (TCA) en juin 2019. En vertu du projet de loi C-47, qui modifie la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, « le ministre des Affaires étrangères doit refuser les demandes de licences d'exportation s'il considère que l'exportation présente un risque important de violation grave du droit international humanitaire ou des droits de la personne »[4]. Le 18 mars 2024, une motion non contraignante présentée par le NPD a été adoptée par le gouvernement canadien à l'effet de cesser d'approuver d'autres licences d'exportation d'armement vers Israël. Nous demandons que le Canada reste lié par la motion adoptée par le Parlement et que les licences approuvées avant le 18 mars soient également annulées.

Aide humanitaire

Nous apportons notre soutien à nos collègues médecins courageux et compatissants, qui continuent de fournir des soins médicaux malgré le risque d'être tués. Nous présentons nos condoléances aux centaines de professionnels de la santé palestiniens tués par les forces israéliennes au cours de ce conflit[5][6][7]. Nous exprimons notre grande inquiétude face à l'enlèvement et à l'arrestation de nombreux travailleurs de la santé et notre indignation face à la destruction des infrastructures civiles et de santé à Gaza[8][9][10][11][12][13][14][15].

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël de « prendre des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture de services de base et d'une aide humanitaire dont le besoin est urgent afin de remédier aux conditions de vie difficiles auxquelles ils sont confrontés »[16]. Malgré cette ordonnance, selon Amnistie internationale et Human Rights Watch, le nombre de camions d'aide autorisés à entrer dans Gaza a diminué après l'ordonnance de la CIJ du 26 janvier 2024[17][18]. Sally Abi Khalil, directrice d'Oxfam pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a déclaré le 17 mars 2024 : « Non contentes de ne pas faciliter les efforts d'aide internationale, les autorités israéliennes y font activement obstacle[19]. »

Même lorsque l'aide parvient à Gaza, elle n'est pas nécessairement accessible en toute sécurité en raison de la violence[20][21][22][23][24][25][26][27][28][29]. Au 14 mars 2024, des centaines de Palestiniens ont été tués en tentant d'accéder à l'aide humanitaire. Le 27 février 2024, Carl Skau, directeur du Programme alimentaire mondial des Nations unies, a averti qu'« il y a une réelle perspective de famine d'ici le mois de mai, avec plus de 500 000 personnes en danger si on laisse la menace se matérialiser »[30]. Le 18 mars 2024, un rapport sur le Cadre intégré de la classification

de la sécurité alimentaire indiquait que « la famine est imminente car 1,1 million de personnes, soit la moitié de Gaza, connaissent une insécurité alimentaire catastrophique »[31][32].

Le Canada doit exhorter Israël à respecter la responsabilité qui lui incombe en vertu du droit international de fournir de l'aide en tant que force d'occupation[33]. Nous demandons au gouvernement canadien de prendre immédiatement des mesures pour que l'aide humanitaire puisse entrer sans entrave dans Gaza, et d'encourager vivement nos alliés à faire de même.

Les travailleurs de la santé au Canada contraints au silence

En tant que professionnels de la santé, la défense des droits humains est au cœur de nos valeurs. Le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada dispose d'un cadre permettant d'identifier les rôles clés qu'un médecin doit jouer pour « répondre efficacement aux besoins en soins de santé des personnes que nous [les médecins] servons »[34]. Un de ces sept rôles est celui de protecteur de la santé. Les médecins comprennent que les déterminants sociaux de la santé influencent énormément la santé des populations de patients. Au cours de cette crise humanitaire à Gaza, tous les déterminants sociaux de la santé sont perturbés à un rythme alarmant. Les impacts physiques et mentaux de cette guerre se répercuteront sur le peuple palestinien pour les générations à venir.

En tant que médecins, garder le silence va à l'encontre de tous les principes ancrés dans notre cadre éthique en tant que professionnels de la santé. En outre, le fait d'être contraints au silence par nos pairs et les organisations dans lesquelles nous travaillons contribue à notre détresse morale, à notre chagrin et à notre privation de droits [35][36][37][38][39][40]. Nous rejetons l'affirmation selon laquelle la critique des actions de l'État d'Israël est antisémite. La *Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme* (en particulier le point 13c) rejette clairement l'idée que les critiques de l'État d'Israël constituent de l'antisémitisme[41]. En outre, nous sommes solidaires des médecins de tout le pays qui ont subi des répercussions professionnelles et des calomnies pour avoir défendu leurs principes de respect de la vie humaine. Nous demandons au gouvernement canadien et aux institutions médicales canadiennes (hôpitaux, écoles de médecine) de cesser de réduire au silence, d'intimider et de calomnier les médecins et les stagiaires qui défendent la cause des Palestiniens pendant la crise humanitaire à Gaza.

Le Canada doit faire face à son héritage colonial de génocide des peuples autochtones de l'île de la Tortue et doit réparer les immenses dommages et les traumatismes générationnels subis par les peuples autochtones en lançant des appels à l'action pour la vérité et la réconciliation[42]. Nous ne devons pas oublier les leçons inconfortables et importantes tirées de notre propre histoire coloniale. Nous devons utiliser ces leçons pour informer nos politiques actuelles en matière d'affaires étrangères afin de soutenir les populations indigènes à travers le monde, y compris le peuple de Palestine. Nous devons être attentifs aux structures politiques, sociales et de pouvoir qui perpétuent les conflits à travers les décennies.

L'énoncé de vision du Plan d'action d'Affaires mondiales Canada sur la réconciliation avec les peuples autochtones – 2021-2025, dit : « En partenariat avec les peuples autochtones du Canada et de l'étranger, Affaires mondiales Canada fera progresser les droits, les perspectives et la prospérité des peuples autochtones au Canada et dans le monde[43]. » En résumé, nous implorons notre gouvernement canadien et nos institutions médicales locales de s'attaquer à cette situation humanitaire catastrophique et à la mise au silence de nos opinions. Par conséquent, nous nous adressons aux personnes mentionnées ci-dessus, aux différents niveaux de gouvernement et aux institutions médicales :

1) Nous demandons que le Canada reste lié par la motion adoptée au Parlement pour cesser toute vente d'armes à Israël, et que les licences approuvées avant le 18 mars soient également annulées. Nous demandons au Canada d'exhorter ses alliés à faire de même.

2) Nous plaidons vigoureusement en faveur de l'acheminement sans entrave de l'aide à Gaza et encourageons nos alliés à faire de même.

3) Nous vous demandons de soutenir les travailleurs de la santé qui sont solidaires des Palestiniens pendant cette crise humanitaire et de vous opposer aux efforts visant à étouffer les activités de plaidoyer.

Nous vous remercions et attendons avec impatience votre réponse. Veuillez envoyer votre réponse à : wwdocsforpalestine@gmail.com

Notes

1. Gaza: Excess deaths could exceed 85 000, researchers predict
2. Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons In Time of War of 12 August 1949
3. Statut de Rome de la Cour pénale internationale
4. Le Canada et la non-prolifération, le contrôle des armes et le désarmement
5. Israel's unrelenting war on Gaza health care requires urgent action
6. Destroying Gaza's Health Care System Is a War Crime
7. Nearly 600 attacks on health care in Gaza and West Bank since war began: World Health Organization (WHO)
8. I Was a Doctor in Iraq. I Am Seeing a Nightmare Play Out Again
9. Satellite Images Point to Indiscriminate Israeli Attacks on Gaza's Health Care Facilities
10. Gaza: Unlawful Israeli Hospital Strikes Worsen Health Crisis
11. Gaza-Israel conflict: Hundreds of medics are killed or arrested after intense attacks on health care facilities
12. Gaza: "No health system left," says Medecins sans Frontiere (MSF)
13. Gaza: BMA calls for urgent investigation into mistreatment of doctors
14. Doctors forced to strip in cold at Gaza's Nasser hospital, witness says, as IDF announces arrest of Hamas militants there
15. Surveillance System for Attacks on Health Care
16. Résumé de l'ordonnance du 26 janvier 2024 de la Cour internationale de justice
17. Israel Defies Court, Starves Gaza
18. Israel defying ICJ ruling to prevent genocide by failing to allow adequate humanitarian aid to reach Gaza
19. Le gouvernement israélien continue de bloquer l'aide humanitaire en dépit de l'arrêt de la Cour sur le génocide, affirme Oxfam
20. 'Massacre': Dozens killed by Israeli fire in Gaza while collecting food aid
21. 'Death trap': Israeli forces kill six in new attack on Gaza aid seekers
22. 'Massacre': Israel forces attack crowds waiting for aid in Gaza, killing 21
23. 'Massacre': Israel forces attack crowds waiting for aid in Gaza, killing 21
24. Israeli forces kill 20 Palestinians waiting for aid, Gaza health ministry says
25. UN experts condemn Israeli 'massacre' of Palestinians collecting flour

26. UN experts condemn 'flour massacre', urge Israel to end campaign of starvation in Gaza
27. Israel faces mounting pressure to investigate Gaza food aid deaths
28. Five killed in Gaza aid drop parachute failure - reports
29. Attack kills 20 and injures 155 at Gaza food aid point, as Israel denies responsibility
30. WFP Deputy Chief warns Security Council of imminent famine in northern Gaza unless conditions change
31. GAZA STRIP: Famine is imminent as 1.1 million people, half of Gaza, experience catastrophic food insecurity
32. EU official accuses Israel of weaponizing hunger as report warns Gaza famine imminent
33. Israel defying ICJ ruling to prevent genocide by failing to allow adequate humanitarian aid to reach Gaza
34. CanMEDS: Better standards, better physicians, better care
35. Australian medical leadership's silence on Gaza is a moral failure
36. Israel–Palestine: dehumanisation and silencing
37. A chill has crept into Ontario's health sector when it comes to criticizing Israel's actions in Gaza
38. 'Abuse of power': Hospitals, med schools crack down on Palestine advocacy
39. Quebec doctors sign open letter demanding ceasefire in Gaza
40. US and UK doctors in Washington to warn of IDF's 'appalling atrocities' in Gaza
41. The Jerusalem Declaration On Antisemitism
42. Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action
43. Plan d'action d'Affaires mondiales Canada sur la réconciliation avec les peuples autochtones - 2021–2025



Reportage photo – 25 avril au 9 mai

La jeunesse étudiante du Canada, des États-Unis et du monde entier multiplie les actions en soutien à Gaza



Dans une entrevue diffusée le 6 mai 2024, l'étudiante Nawar Diab exprime l'appréciation des Palestiniens pour la position prise par les étudiants américains. Elle déclare : « Mon message pour les étudiants américains est que nous sommes extrêmement fiers et que leurs manifestations et leur solidarité avec la Palestine et Gaza nous donnent une lueur d'espoir et ils ne nous ont pas laissés seuls, ils ne nous ont pas laissés nous sentir impuissants. »

ÉTATS-UNIS

New York



Université Fordham, 1er mai



Université de New York, un piquetage de la faculté demande l'abandon des poursuites contre les étudiants et que la police quitte le campus, le 6 mai.



Université Columbia, les enseignants forment une ligne pour protéger les étudiants, 30 avril



Les étudiants occupent le Hamilton Hall, Université Columbia, 30 avril



Université de la ville de New York, 27 avril



Université de la ville de New York, 25 avril

Ithaca, New York



Université Cornell, 25 avril

Princeton, New Jersey



Université Princeton, 29 avril

Dartmouth, New Hampshire



Université de Dartmouth, 1er mai

Amherst, Massachusetts



Les étudiants de l'université du Massachusetts à Amherst rétablissent leur campement, 7 mai

Boston, Massachusetts



Université de Northeastern, 28 avril

Providence, Rhode Island



Université Brown, 30 avril

Washington, DC



Université George Washington, 27 avril

Charlottesville, Virginie





Université de Virginie, 4 mai

Atlanta, Géorgie



Université Emory, 26 avril

Ann Arbor, Michigan



Université du Michigan, 30 avril



Université du Michigan, 28 avril

Chicago, Illinois



Université de Chicago, la police détruit un campement pendant la nuit, 6 mai.



Université de Chicago, 5 mai



Université de Chicago, 3 mai



Université DePaul, 5 mai



Université DePaul, 30 avril

Evanston, Illinois



Université de Northwestern, 28 avril



Université de Northwestern, 25 avril

Saint-Louis, Missouri



Université Saint-Louis, 1er mai

Lawrence, Kansas



Université du Kansas, des étudiants rejoignent le campement (en bas), 1er mai

Phoenix, Arizona



Université de l'État de l'Arizona, 27 avril

Los Angeles, Californie

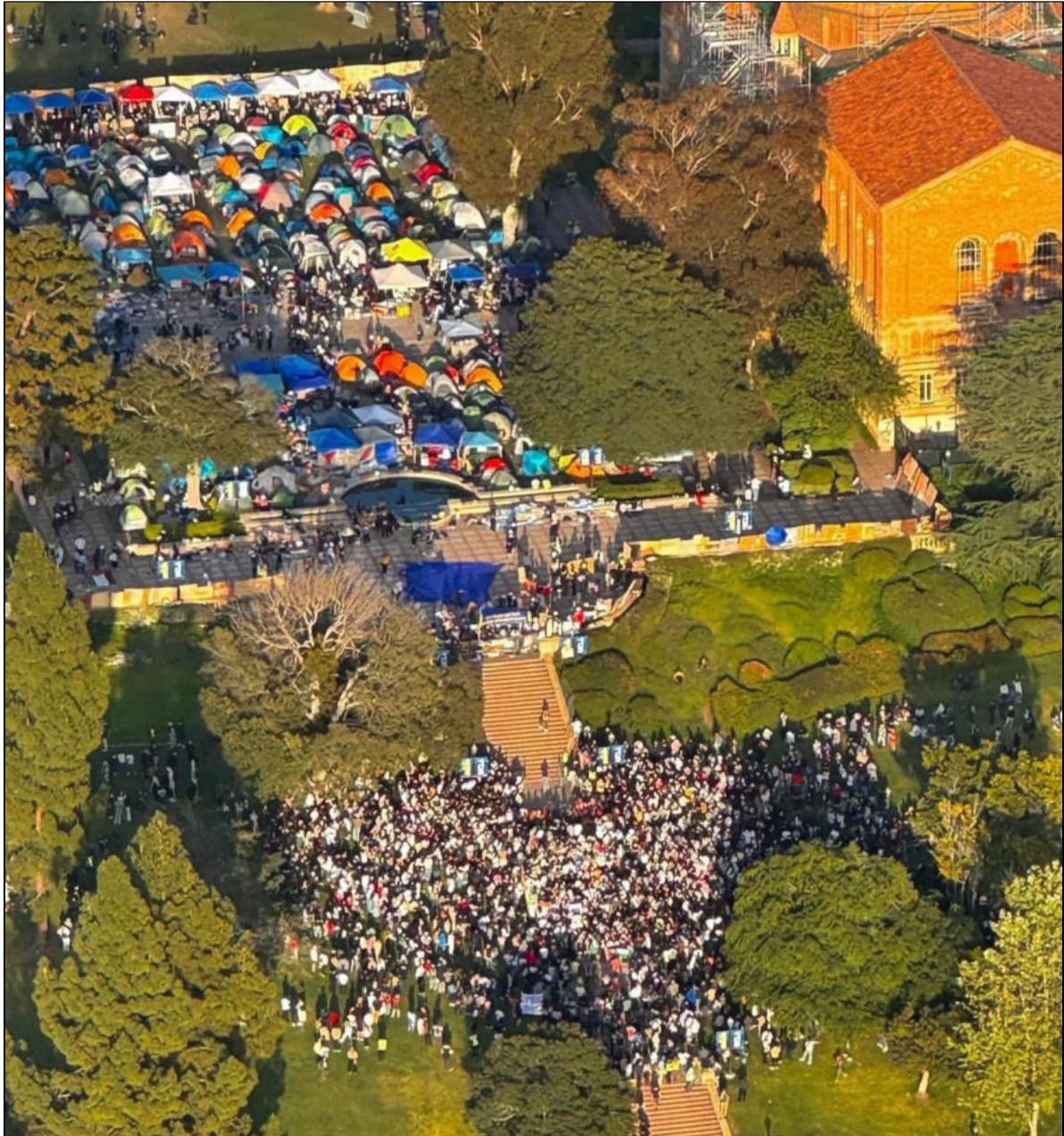


Université de la Californie à Los Angeles, le 4 mai, les étudiants rétablissent le campement après l'intervention policière.



Université de la Californie à Los Angeles, premières heures du 2 mai, la police attaque le campement.





Université de la Californie à Los Angeles, 1er mai



Université de l'État de Californie à Los Angeles, 1er mai

San Diego, Californie



Université d'État de San Diego, 7 mai



Université de la Californie à San Diego, la police anti-émeute arrive sur le campus, 6 mai



Université de la Californie à San Diego, 1er mai

Santa Cruz, Californie



Université de la Californie à Santa Cruz, 1er mai

Berkeley, Californie



Université de la Californie à Berkeley, 2 mai

San Francisco, Californie



Université d'État de San Francisco, 1er mai

CANADA
Région de la capitale nationale



Mai





Université d'Ottawa, 30 avril

Nouveau-Brunswick

Saint-Jean



Université du Nouveau-Brunswick, 7 mai

Québec

Montréal





Université McGill, 3 mai





Université McGill, 27 avril

**Ontario
Toronto**



Soirée de solidarité avec le campement de l'Université de Toronto, 2 mai

Oshawa



Université technique de l'Ontario, 6 mai

Hamilton



Université McMaster, 6 mai

London



Université Western, 1er mai

Windsor



Université de Windsor, 9 mai

Manitoba Winnipeg





Université du Manitoba, 7 mai

**Alberta
Calgary**



Université de Calgary, 9 mai

Edmonton



Université de l'Alberta, 22 avril

**Colombie-Britannique
Vancouver**



Université de la Colombie-Britannique, 30 avril

Victoria



Université Victoria, 3 mai





Université Victoria, 1er mai

Nanaimo



Université de l'île de Vancouver, 1er mai

EUROPE Angleterre

En Grande-Bretagne, des campements ont été établis dans au moins dix universités - à Bristol, Londres, Oxford, Cambridge, Warwick, Sheffield, Manchester, Leeds et Newcastle - où les étudiants et les professeurs exigent que l'université se désengage des entreprises complices du génocide israélien.

Londres



Collège universitaire de Londres, 2 mai

Cambridge



Université de Cambridge, 5 mai

Oxford



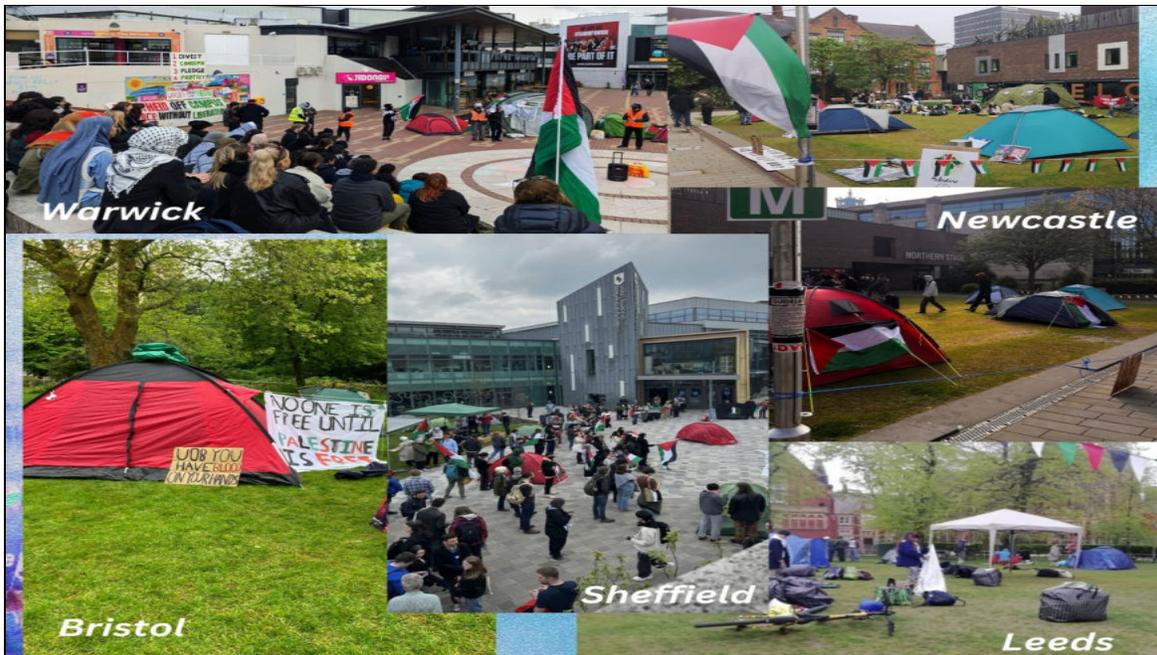


Université d'Oxford, 6 mai

Manchester



Université de Manchester, 1er mai



Campements dans d'autres universités en Angleterre, 1er mai

Édimbourg, Écosse



Université d'Édimbourg, 7 mai



Université d'Édimbourg, 5 mai

Dublin, Irlande



Trinity College, 3 mai

Lausanne, Suisse



Université de Lausanne, 7 mai

Gand, Belgique



Université de Gand, 5 mai

Berlin, Allemagne



Université libre de Berlin, 6 mai



Des étudiants sont évacués d'un campement devant le Bundestag allemand, le 26 avril.

Amsterdam, Pays-Bas



Université d'Amsterdam, le campement est rétabli avec deux fois plus d'étudiants, 7 mai





Université d'Amsterdam, la police démolit le campement, brutalise et arrête les étudiants, nuit du 6 mai

Paris, France

À Paris, en France, des étudiants de la prestigieuse université Sciences Po ont occupé un bâtiment pendant la nuit du 2 mai. La police a été déployée dans la matinée du 3 mai pour expulser les manifestants, tandis que le campus a été fermé. Les étudiants ont scandé : « Nous demandons justice ! Nous obtenons la police ! »

Des manifestants dans plusieurs universités françaises ont demandé aux administrateurs de condamner plus fermement l'offensive militaire israélienne à Gaza et de revoir les partenariats avec les universités israéliennes et les donateurs privés.



Université de Sciences Po, 2-3 mai



Solidarité Gaza à l'Université de Sciences Po, 26 avril



La Sorbonne, 29 avril

Lisbonne, Portugal



Universidade de Lisboa, 7 mai

Espagne

Valence



Université de Valence, 29 avril

Barcelone



Université de Barcelone, 7 mai

Athènes, Grèce



1er mai

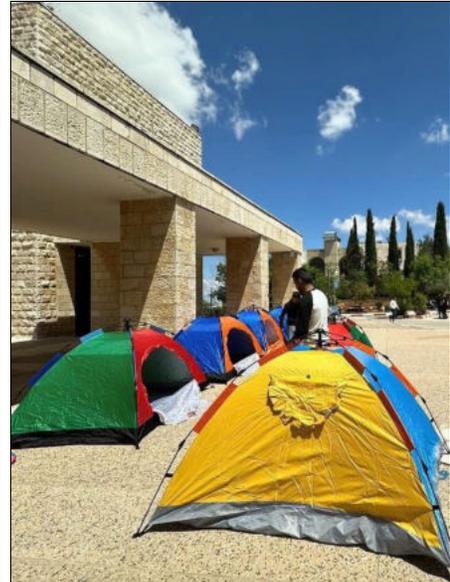
ASIE
Palestine
Gaza



29 avril



Les enfants déplacés dans le sud de Gaza remercient les étudiants pour leurs campements, 1er mai
Berzeit, Cisjordanie



Les étudiants de l'Université de Birzeit lancent l'Université des Martyrs pour Gaza, 7 mai



Les étudiants de l'Université de Birzeit, solidarité avec Gaza, 29 avril

**Liban
Beyrouth**



Université de Beyrouth, les étudiants sont solidaires de Gaza, 30 avril.

Camp de réfugiés de Rashidia



Manifestation d'enfants pour Gaza, 30 avril

Amman, Jordanie



Université de Jordanie, 30 avril

Sanaa, Yémen



3 mai



26 avril

Turquie Konya



Les étudiants de l'université de Selcuk en soutien à Gaza, le 30 avril

Mardin



Université de Mardin, 26 avril

Bagdad, Irak



Université de Bagdad, action de solidarité avec Gaza et avec les étudiants américains, 5 mai

Shiraz, Iran





Université de Shiraz, étudiants pour Gaza, 30 avril

Karachi, Pakistan



Les étudiants de l'université manifestent en solidarité avec les campements d'étudiants et avec Gaza, 1er mai.

Chittagong, Bangladesh



Les étudiants aux côtés de la Palestine, 6 mai

Tokyo, Japon



À gauche : début du campement, Université de Tokyo, 26 avril. À droite : campement le 2 mai

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES La Havane, Cuba



L'Université de La Havane s'unit aux étudiants des États-Unis et du monde en soutien à Gaza, 2 mai

San Juan, Porto Rico



Université de Porto Rico, Rio Piedras, 6 mai

Mexico, Mexique



Université nationale autonome du Mexique, 2 mai

San José, Costa Rica



Université du Costa Rica, 2 mai

Caracas, Venezuela



Étudiants de l'université avec la Palestine, 1er mai

Océanie Australie

En Australie, des étudiants propalestiniens ont installé des campements dans les universités des principales villes australiennes au cours des deux dernières semaines pour protester contre l'offensive israélienne à Gaza. Ils exigent que les universités rompent tous les liens académiques avec Israël et mettent fin aux partenariats de recherche avec les fabricants d'armes.

Sydney



Rassemblement de soutien au campement étudiant, Université de Sydney, 2 mai

Adélaïde



Université d'Adélaïde, 4 mai



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca